

STRASBOURG – STRASSBURG-STROSSBURI

Ville bilingue



STRASBOURG – STRASSBURG-STROSSBURI

La ville de Strasbourg vient de mettre en place le premier panneau d'entrée de ville bilingue, Nous disons bien bilingue, parce que linguistiquement, standard allemand et dialectes alémaniques et franciques d'Alsace font partie du même continuum linguistique¹. C'était le 15 juin 2017 sur le pont de l'Europe, côté français. Une telle mise en place sera prochainement, nous assure-t-on, généralisée à l'ensemble des entrées de la ville.

Des panneaux bilingues, quoi de plus normal. Tant de villes d'Europe et du monde en sont équipées. Néanmoins, après que la chose ait été présentée au conseil municipal de la ville en 2015 par le 1er Adjoint Alain Fontanel, diverses prises de positions, souvent contradictoires, parfois hostiles et quelques fois fortement jacobines et « antiboches », très préjudiciables à l'image rhénane et européenne de la ville ont été tenues. Mais le Maire Roland Ries, soucieux du caractère alsacien et européen de la ville, a tenu bon. Une telle initiative devrait inspirer d'autres villes d'Alsace.

De l'histoire et du rang de Strasbourg

Compte tenu du rang présent de la ville de Strasbourg au sein de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe, compte tenu aussi de son riche passé linguistique et culturel et de sa contribution à la langue et à la culture allemandes, il convenait d'adopter un affichage officiel dans les langues standards, française et allemande en l'occurrence, et d'y adjoindre l'expression dialectale.

Rappelons que le choix de Strasbourg comme siège du Conseil de l'Europe était très

symbolique d'une volonté commune de paix et de triomphe de la raison et du droit sur la folie meurtrière et fratricide. Parce que dans cette ville historique se sont heurtés et affrontés les nationalismes français et allemand et parce que dans cette ville se sont aussi rencontrées et fécondées la culture française et la culture allemande, la reconstruction se devait de commencer à Strasbourg. C'était là le point de vue de l'époque, britannique notamment. Strasbourg se doit de relever le défi permanent qui consiste à être fidèle à elle-même et à ce pour quoi elle a été choisie.

Rappelons que l'allemand standard, en tant qu'expression écrite, est chez lui ici depuis des siècles, qu'il s'agisse du vieux haut-allemand, du moyen haut-allemand, du nouveau haut-allemand précoce et enfin de l'allemand moderne, et cela nous a plutôt été très utile. Les formes parlées de l'allemand - les dialectes alémaniques et franciques - sont employées en Alsace depuis plus de 1 500 ans, c'est-à-dire depuis que l'Alsace existe.

Rappelons que l'on écrivait déjà le plus bel allemand à Strasbourg (Gottfried notamment), alors que Berlin n'était encore qu'un marécage.

Rappelons enfin que le premier poème (8302), la première charte (12513), la première chronique (13624), la première bible imprimée (14665), la première messe (15246), le premier roman (15577), le premier journal (16098)... en langue allemande sont alsaciens et très souvent strasbourgeois. L'allemand littéraire a été enseigné progressivement à toute la population scolaire alsacienne, depuis qu'il s'enseigne, durant des siècles et sans interruption jusqu'en 1945. C'est lui qui nous a permis tout ce temps et qui nous permet encore aujourd'hui pour ceux qui le maîtrisent de participer à une grande culture. Lire *Goethe, Kant, Luther, Freud, Marx, Einstein, Schweitzer* dans le texte, excusez du peu. Une grande partie de notre histoire et de nos arts et traditions populaires est codifiée en allemand standard. Oui, l'allemand sous toutes ses formes était, est, une langue d'Alsace. Il n'a pas été importé, il est d'ici. L'allemand est alsacien, tout comme l'alsacien, c'est de l'allemand.

Certes la catastrophe de 1939-1945 et les atrocités commises par le régime nazi ont eu au sujet de l'identité alsacienne et de la germanophonie alsacienne les conséquences que l'on sait. Faut-il pour autant persévérer dans le renoncement à profiter d'un véritable capital social ? Le temps n'est-il pas venu de profiter pleinement du bilinguisme et de la culture bilingue, encore et toujours accessibles ?

La ville de Strasbourg en adoptant le 20 avril 2015 la Charte linguistique des collectivités territoriales alsaciennes en faveur de la langue et de la culture régionales⁹ a déjà réalisé une importante œuvre pédagogique pour leur reconnaissance, pour ne pas dire leur

réhabilitation.

À l'image de Bruxelles où le standard néerlandais apparaît avec le français et de Fribourg en Suisse où le standard allemand apparaît avec le français.

Il y a en Europe quelque 70 millions de francophones et quelque 120 millions de germanophones. Lorsque les premiers se réfèrent à la ville, ils disent Strasbourg, lorsque les seconds en font autant, ils disent Straßburg.

Si Strasbourg est alsacienne, elle est aussi européenne. C'est de notre point de vue cette dimension qui doit en premier lieu apparaître sur les panneaux en question, outre le fait que le standard allemand est chez lui dans la ville et en Alsace depuis que celui-ci existe.

Et aussi

La non-maîtrise de la chose historico-culturello-linguistique alsacienne par beaucoup d'Alsaciens nous invite à ajouter des compléments à l'adresse de celles et ceux que STRASSBURG sur le panneau peut encore heurter.

1er complément : Pourquoi refuser à Pierre ce que l'on autorise à Paul. Je m'explique. Les **Schneider, Maurer, Muller, Mahler, Winter, Schmidt, Keller, Strauss, Bauer, Vogel...** ne se refusent pas un patronyme allemand (en standard allemand) et ne revendiquent pas une appellation dialectale, à savoir respectivement **Schniider, Müürer, Meller, Mòhler, Wenter, Schmedt, Kaller, Schtrüss, Büür, Voëjel**. Une question que d'ailleurs ils ne se sont sans doute jamais posée, tant le standard est un habitus et n'apparaît plus comme étant de l'allemand.

Pourquoi alors ne pas permettre à STRASBOURG de s'appeler aussi STRASSBURG, c'est-à-dire en standard allemand ? Pourquoi ce que certains refusent à Strasbourg, se l'autorisent-ils à eux-mêmes ? Lorsqu'un Suisse alémanique va à Bâle, dans son dialecte il va **z'Bààsel**, mais sur les panneaux il trouve écrit **BASEL** (en standard donc). Un Suisse alémanique allant à Fribourg en Suisse va à **Friiburg**, mais sur les panneaux il trouve **FRIBOURG-FREIBURG** (bilingue).

2ème complément : qui nous montre combien est important le nombre de communes dont le nom est rédigé en standard allemand et si pour d'autres ce n'est plus du pur standard en raison d'une certaine francisation, le nom reste néanmoins très marqué d'un caractère allemand, pour beaucoup cela apparaît d'ailleurs paradoxalement comme étant du français,

en tout cas comme normal. À titre d'exemple ; Benfeld, Molsheim, Bergheim, Kaysersberg et aussi Alteckendorf, Altkirch, Illkirch, Andlau, Balgau, Beblenheim, Bosselshausen, Domfessel, Drachenbronn, Eckbolsheim, Ensisheim, Feldkirch, Forstheim, Friesenheim, Furchhausen, Geuderthaim, Gunsbach, Habsheim, Hangenbieten, Heiligenberg, Heiligenstein, Ichtratzheim, Innenheim, Klingenthal, Kutzenhausen, Lautenbach, Liebfrauenberg, Matzenheim, Mundolsheim, Niederhausbergen, Nordheim, Oberhaslach, Ostheim, Pfaffenheim, Pulversheim, Rixheim, Ringeldorf, Salmbach, Schiltigheim, Tagsdorf, Traubach, Valff, Volksberg, Waltenheim, Wangen, Zellenberg, Zutzendorf...

STRASSBURG ou pas STRASSBURG, pourquoi un tel questionnement ?

Ce que les Alsaciens s'imaginent être résulte avant tout d'une histoire, qu'on leur raconte et qu'ils finissent par se raconter à eux-mêmes. Une histoire qui comporte beaucoup de sentimentalisme, de contradictions, d'incertitudes et d'approximations, de contrevérités aussi. Car à vrai dire, ils n'ont jamais eu l'occasion de faire ensemble un travail sur leur histoire et leur culture, ni d'élaborer ensemble une mémoire collective. Ne faut-il pas faire un travail sur soi pour savoir d'où l'on vient et pour devenir celui que l'on veut être. La grande majorité des Alsaciens ne connaît que l'histoire enseignée, c'est-à-dire un récit identitaire, une histoire inventée, dont l'objectif premier est de fabriquer du citoyen français, ce qui, bien entendu, va de soi. Mais, en Alsace, comme partout ailleurs en France, la construction identitaire est amplement le fait d'une socialisation érigée au bénéfice d'une identité singulièrement française qui fait très largement abstraction des appartenances plurielles.

Autres éléments. La langue régionale a considérablement régressé et continue de régresser. Ce constat, pour navrant qu'il soit, est indiscutable. A l'origine de cette régression se trouvent plusieurs déficits dont la langue régionale continue de souffrir, déficit de fonctionnalité, déficit de relation entre les dialectes et l'allemand standard, déficit de reconnaissance officielle, déficit de sentiment linguistique, déficit de sentiment identitaire, déficit de socialisation et déficit d'intégration. Ces déficits sont causés à la fois par des réalités objectives (politique linguistique, loi fondamentale, statut des langues, école, média...) et par des représentations mentales (perceptions de la chose linguistique, culturelle et identitaire), largement formées par ces réalités, qu'elles renforcent à leur tour par les comportements qu'elles génèrent. A la longue, elles se sont installées en habitus... alsacien.

Si le bilinguisme doit avoir un avenir en Alsace, et si l'identité alsacienne doit (re)trouver cohérence et signification, alors un travail de réforme de certaines conceptions, de (re)construction de symboles et d'emblèmes identitaires, mais aussi, et peut-être surtout, de modification de certaines représentations mentales s'impose. Et quiconque prétend vouloir

œuvrer à une politique linguistique bilingue ne peut faire l'économie d'un tel travail et doit le situer principalement dans le cadre de la socialisation. Bilinguisme et identité alsacienne sont étroitement liés.

La fonction de la langue régionale a longtemps été caractérisée par une diglossie, à savoir que tout ce qui relevait de l'oralité, langue dite « basse¹⁰ », était du domaine des dialectes et tout ce qui relevait de l'écrit, langue dite « haute », était du domaine de l'allemand standard. Mais cette diglossie simple ou normale s'est peu à peu transformée, en raison de la présence grandissante du français, en triglossie. Cette dernière n'a pas manqué de provoquer, pour de nombreuses générations d'Alsaciens, une double schizoglossie¹¹, c'est-à-dire qu'une double insécurité linguistique s'est installée : insécurité quant à la norme (maîtrise imparfaite de la langue qu'elle soit française ou allemande) et quant à la langue à employer (quelle langue parler, quelle langue écrire).

Pierre Klein

Notes :

1. D'autres points de vue ne relèvent pas de la linguistique, mais de l'histoire, de la psychosociologie, voire du nationalisme.
 2. Otfried von Weissenburg
 3. De tous les pays ou régions de langue allemande, c'est à Lautenbach, suivie de peu par Strasbourg, que pour la première fois l'allemand devient langue officielle et administrative.
 4. Twinger von Königshofen et Fritsche Closener
 5. Imprimée à Strasbourg par Johann Mentelin
 6. En la cathédrale de Strasbourg
 7. Jörg Wickram
 8. Carolus
 9. La Charte de Strasbourg a été solennellement signée par le maire Roland Ries le 15 juin 2017.
 10. C'est du jargon de linguiste.
 11. Double déchirement. Les principales causes sont d'origine politique et psychologique : interdits prononcés, interdits reproduits.
-

Les Rencontres de Strasbourg des 14 et 15 Juin 2017

Les Rencontres de Strasbourg des 14 et 15 Juin 2017 vues par Hervé Latimier

Colloque langues régionales d'Europe organisé par la fédération Alsace bilingue en collaboration avec la ville de Strasbourg

Salud deoc'h holl ha gourc'hemennoù d'ar re o deus prientet an daou devezh-studi-mañ ! Je viens de remercier les organisateurs de cet enrichissant colloque tout en me demandant si j'ai bien fait de tomber dans le piège amical que m'a tendu Pierre Klein en me proposant de donner mes impressions à la fin des travaux.

Mon intervention sera forcément subjective et forcément incomplète. Je vous demande par avance de m'en excuser.

Lors de l'ouverture du colloque, j'ai été frappé par le rappel fait par Pascal Ottavi de la conclusion d'un article de 1975 qui insistait sur deux points :

1. La nécessaire contextualisation et donc l'impossibilité de revendiquer des réponses identiques mais seulement des droits communs.
2. Le caractère incontournable d'un véritable pouvoir institutionnel pour les régions si on veut se diriger vers le bilinguisme.

La suite des interventions ont montré la pertinence de ces deux idées.

Peut-on envisager les mêmes solutions en Corse, qui non seulement est une île, mais bénéficie d'un statut particulier qui oblige le Recteur à organiser l'enseignement de la langue corse, où l'abandon de la langue a commencé plus tard qu'ailleurs, où il n'y a que deux écoles privées catholiques et où un consensus, y compris dans les syndicats d'enseignants existe et en Bretagne, en Alsace ou au Pays Basque ?

La Bretagne, près de 5 millions d'habitants, deux langues, un abandon qui a commencé après la première guerre mondiale, un enseignement catholique fort, un syndicalisme enseignant allant du bienveillant au franchement hostile, pas de voisin parlant une des langues, deux régions administratives de droit commun dont une hostile, deux académies...

Le Pays Basque nord équivalent à un demi-département, bénéficiant du soutien de la

communauté autonome du Sud, mais noyé dans une grande région administrative.

L'Alsace qui pourrait être comparée au Pays Basque : deux départements, un voisin puissant parlant la langue. Elle bénéficie d'un régime juridique particulier bien qu'il ne concerne pas directement la langue. Elle vient d'être noyée dans une région « Grand Est » où il sera difficile de faire prendre en compte ses spécificités culturelles.

On peut comprendre pourquoi un réseau d'enseignement associatif naît dans certains endroits et pas ailleurs, ou pourquoi une politique linguistique ambitieuse peut être développée ici et moins ailleurs.

Au-delà de ces contextes différents, j'ai cru distinguer des problématiques communes. Il ne faut pas les voir négativement mais comme des questions qui se posent, des sujets à traiter...

- Il manque, en France, de données sociolinguistiques au-delà de travaux partiels et ponctuels.
- Le manque d'enseignants et, probablement, de vivier est une inquiétude partagée.
- Est constaté un déficit de formation des enseignants sur la culture et l'histoire qui empêche l'utilisation pédagogique de ces richesses (cela a été évoqué lors de la présentation du cursus franco-allemand mais aussi lors de l'intervention d'Ariane Cuguen) alors que, paradoxalement, on constate l'impact positif des activités culturelles réalisées par les enfants.
- Il est absolument nécessaire de sortir du cadre scolaire : avant (petite enfance) ; après et autour (sport, activités post et périscolaires, séjours de vacances...). L'école ne peut pas tout et lier l'usage de la langue uniquement au milieu scolaire peut être contre productif.
- Le rôle des ATSEM (agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles) ou de leurs équivalents a été souligné (lien affectif avec les enfants) ainsi que l'importance de pouvoir recruter des agents bilingues.
- Le comportement « consumériste » de certains parents a été souligné. Le bilinguisme est à la mode même si certains mettent encore en doute ses bénéfices : puisqu'il n'a pas d'anglais, va pour le breton, le corse, le basque ou l'allemand dialectal d'Alsace... En découle un faible engagement pour la langue elle-même.
- Cela peut être nuancé par le fait que certains parents changent de point de vue au fil du temps (Bretagne).
- Et complété par une dérive à laquelle il faut veiller notamment en Corse du choix de la

filière bilingue pour échapper à un environnement social.

- Partout a été constaté l'effet « entonnoir » : déperdition parfois très importante d'élèves entre le premier degré et le collège puis entre le collège et le lycée. Ce phénomène est en partie lié au défaut de continuité dans l'offre pédagogique mais pas que...
- Le niveau en langue des enseignants est évoqué de manière générale, ainsi que la question de sa certification. Par ailleurs il est partout souligné qu' il n'y a pas de lien automatique entre la maîtrise de la langue et la capacité à la transmettre. Nécessité de veiller au deux compétences (exemple cursus franco-allemand).
- La prise en compte des variantes dialectales ; les rapports avec la forme standard (indispensable à l'écrit à mon sens).
- Malgré un apparent consensus politique, les comportements ambigus ; hypocrites voire hostiles de l'éducation nationale qui font que l'on ne peut jamais considérer les choses comme acquises. Cela est lié à la manière dont s'est idéologiquement construite la citoyenneté française et à un cadre juridique particulièrement contraignant.. Vigilance et mobilisation restent toujours nécessaires. Cela est valable dans d'autres domaines (Pôle emploi pour les ATSEM ; états-civil (affaire des livrets de famille bilingues) et les décisions ou avis multiples du Conseil d'État ou du Conseil constitutionnel.
- Il faut créer des liens avec le monde économique (des exemples alsaciens ont été évoqués par les associations, Erwan Hupel a mentionné « Produit en Bretagne ») et plus largement la « société civile ». Des évolutions sociétales sont indispensables.
- Comment faire revivre la transmission familiale ? L'Université de Bretagne Sud et le Conseil Culturel de Bretagne organiseront en 2018 un colloque sur ce thème. L'information vous sera transmise...

Une fois ces questions posées, des points positifs apparaissent comme communs même s'il faut les nuancer suivant la situation de chaque langue :

- Existence de politiques linguistiques plus ou moins avancées.
- Des systèmes qui arrivent à « fabriquer » des locuteurs.
- Une vision en général positive de la part du public même si c'est une adhésion molle et qu'il faut la nuancer du fait de l'ambivalence due aux complexes hérités et d'une contradiction entre les discours et la « vraie vie ».
- La mise au point (parfois au prix d'un fort engagement militant) de matériel et de méthodes pédagogiques.
- L'existence de systèmes de formation d'enseignants qui sont loin d'être parfaits mais représentent un réel progrès si l'on jette un regard 40 ans en arrière (l'âge de Diwan...)
- Les échanges et partages entre nous, les éventuels transferts, malgré les contextes

différents. L'union fait encore la force... (ISLRF, lobbying parlementaire, actions vis à vis de l'éducation nationale...).

En cette fin de journée et après avoir entendu les interventions sur les Sorabes et le Südtirol j'ai eu une pensée dérangeante : les périodes où l'Allemagne et l'Italie ont eu les politiques les plus semblables à celle de la France à l'égard des langues minoritaires sont les périodes Nazie et Fasciste. De quoi se poser des questions...

Hervé Latimier

Macron jacobin

(Par Jean-Marie Woehrling) – Beaucoup d'Alsaciens se font encore des illusions : un garçon intelligent et sympathique comme Macron va bien finir par comprendre nos problèmes et répondre à nos attentes...

Ils ont de la peine à admettre que Macron allie des qualités indéniables (convictions européennes, volonté de remettre en cause la bipolarisation, souci de réformer la France) avec une perception ultra traditionnelle bonapartiste, technocratique et jacobine : la centralisation n'est pas le mal principal du pays, mais le remède. Il faut une concentration des pouvoirs pour briser les résistances corporatistes !

Court-circuiter le débat parlementaire par des ordonnances

Ce qu'il appelle promouvoir « l'intelligence des territoires », c'est organiser avec le réseau « En marche » de bons relais du pouvoir, des personnes talentueuses qui assistent le chef. Ses propositions concrètes, c'est supprimer un quart des départements pour augmenter corrélativement le nombre des « métropoles », supprimer la taxe d'habitation pour rendre les collectivités locales encore plus dépendantes des dotations de l'État, confirmer les réformes destructrices du niveau régional sous prétexte de stabiliser les institutions, restaurer les pouvoirs des préfets par le recours à la « déconcentration ». Dans cette vision, il n'y a pas de place pour prendre en compte les attentes des Alsaciens. Les connaît-il même ? Les représentants locaux du mouvement en marche ignorent très largement la problématique alsacienne et se bornent à égrener le credo macroniste national. Candidats de ce mouvement en Alsace, ils auraient pu au moins s'informer des propositions de reconstitution d'une institution régionale alsacienne, des problèmes du bilinguisme, des difficultés

rencontrées par le droit local, de la question du renforcement de la coopération transfrontalière, du contenu possible de la culture régionale, etc.

On pourra objecter que cette indifférence n'est du moins pas de l'opposition comme c'est le cas pour bien des PS ou de l'hypocrisie comme pour beaucoup de LR.

Le point est qu'il n'y a rien à en attendre

Pour le premier tour le vote Unser Land s'impose pour tout Alsacien engagé. Pour le 2e tour, on fera ce qu'on pourra. Mais ne comptons guère sur une future majorité macroniste pour s'occuper de nos problèmes alsaciens.

Jean-Marie Woehrling

L'Alsace reste en bleu

Législatives de 2017

(Par Bernard Schwengler) – Les législatives de 2017 ont réservé bien des surprises en Alsace, provoquant des frayeurs chez les uns et des espoirs, parfois suivis de déceptions, chez les autres. La vague jaune (vague Macron) qui avait déferlé sur l'ensemble de l'Alsace au premier tour, plaçant les candidats La République en marche (LRM) en tête dans 11 des 15 circonscriptions, a subi un reflux au second. Et au bout du compte, pour les sortants, les dégâts des eaux, bien que réels, sont moins importants que ce qui avait été envisagé au soir du premier tour.

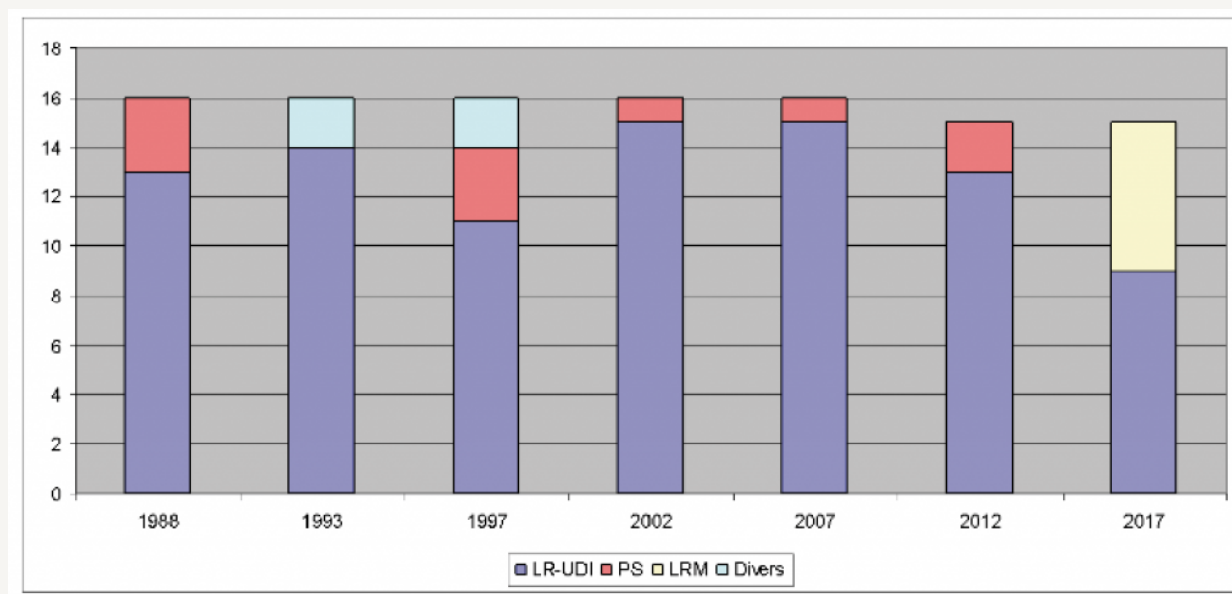
Les Républicains (LR) ont réussi à sauver les meubles. Tous les candidats LR avaient été atteints par la vague jaune du premier tour, mais à des degrés divers. Certains s'en étaient tirés avec quelques éclaboussures et n'étaient pas véritablement menacés : Patrick Hetzel à Saverne, Laurent Furst à Molsheim ou Eric Straumann à Colmar. D'autres en revanche avaient bu la tasse au premier tour et semblaient sinistrés. La plupart d'entre eux ont finalement été sauvés des eaux au second tour. Ce fut le cas aussi bien de vétérans, Jean-Luc Reitzer, élu à Altkirch depuis 1988 et qui briguait un 7^e mandat ou Frédéric Reiss, député de Wissembourg depuis 2002, que de jeunes pousses qui en étaient à leur première candidature, Olivier Becht (39 ans) à Mulhouse-Habsheim ou Raphaël Schellenberger (27 ans) à Thann-Ensisheim. Au bout du compte, la droite ne compte que deux noyés parmi les sortants, Francis Hillmeyer (candidat UDI soutenu par LR à Mulhouse-Illzach), coulé dès le premier tour par un sous-marin tiré par son propre camp (une candidature dissidente) ainsi que Sophie Rohfritsch (Strasbourg-Campagne) battue au second tour par Martine Wonner

(LRM)

La situation est différente pour les socialistes, qui subissent un lessivage intégral. Les deux députés sortants Eric Elkouby et Philippe Bies n'ont pas réussi, dans leurs circonscriptions respectives de Strasbourg, à rattraper leur retard du premier tour, tant celui-ci était considérable. En perdant ces deux circonscriptions, les socialistes font un bond de 40 ans en arrière et renouent avec la période de 1962 à 1981, où ils n'avaient aucun député en Alsace. Après avoir fait disparaître l'Alsace (administrative), les socialistes sont en train de disparaître d'Alsace.

Contrairement à ce que l'on pouvait penser à l'issue du premier tour, les législatives de 2017 n'ont pas mis fin au particularisme électoral alsacien. Alors que la France dans son ensemble passe du rose au jaune, l'Alsace reste majoritairement en bleu. Elles l'ont cependant affaibli. Avec 9 circonscriptions, la droite reste certes prépondérante, mais elle perd la situation de quasi-monopole qui était la sienne depuis des décennies. Elle a désormais face à elle un concurrent réel, LRM, présent dans 6 circonscriptions - les 4 circonscriptions strasbourgeoises (dont Strasbourg-Campagne) ainsi que Haguenau et Mulhouse-Illzach.

Les députés alsaciens de 1988 à 2017 (appartenance politique)



Explications :

Il y avait 16 députés alsaciens de 1988 à 2007 et 15 à partir de 2012.

La couleur bleue correspond au RPR-UDF de 1988 à 1997, à l'UMP-UDF en 2002, à l'UMP-NC en 2007 et 2012 et à LR en 2017. La couleur rose correspond au PS, le vert aux divers et le jaune à LRM.

Lecture : en 1988, il y avait 13 députés RPR-UDF et 3 députés PS.

La cinquième circonscription du Bas-Rhin quant à elle (Sélestat) occupait une place particulière. L'absence de candidat LRM dans cette circonscription eut pour effet de laisser un espace politique plus important à l'expression de préférences politiques alternatives : c'est dans cette circonscription qu'Unser Land obtint, et de loin, son meilleur score (17 % des voix pour Gérard Simler au premier tour) alors que partout ailleurs les candidats Unser Land étaient en dessous des 10 %. Et au second tour Gérard Simler obtint 46 % des voix contre le député sortant LR Antoine Herth. Ce score élevé d'Unser Land montre une certaine sympathie d'une partie importante de l'opinion publique alsacienne pour l'idée régionaliste, mais qui la plupart du temps ne se matérialise pas par un vote aux législatives, dans la mesure où aux législatives – ainsi d'ailleurs qu'aux autres élections – les moteurs principaux du vote correspondent à des clivages généraux dans le cadre d'un débat mené au niveau national. Avec l'absence de candidat LRM à Sélestat, le jeu se déroula de façon différente. Il n'y eut pas de vague jaune dans cette circonscription (et Antoine Herth ne but pas la tasse au premier tour) et il n'y eut pas non plus de contre-vague pro LR au second (et Antoine Herth fut l'un des sortants LR les plus mal réélus au second tour). La contre-vague bénéficia en quelque sorte à Gérard Simler, qui passa de 17 % à 46 % des voix.

Bernard Schwengler